

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Assemblée Plénière du mardi 10 septembre 2024

Membres en exercice : 26  
Présents : 20  
Procuration(s) : 6  
Absent(s) : 0  
Nombres de votants : 26  
Votes pour : 26  
Vote(s) contre : 0  
Abstention(s) : 0  
Date de la convocation : mardi 27 août 2024

DELIBERATION N°DL\_AP2024\_0211

Motion pour l'intégration de Mayotte au sein de la commission de l'océan indien (COI)

L'an deux mille vingt-quatre, le dix septembre, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Assemblée Plénière, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

**Conseillers départementaux présents :**

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Soibahadine NDAKA, Monsieur Ali OMAR, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Rosette VITTA, Monsieur Alain SARMENT, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC, Madame Zaounaki SAINDOU, Madame Farianti MDALLAH, Madame Nadjima SAID

**Conseillers départementaux représentés :**

Madame Mariam SAID KALAME donne pouvoir à Madame Hélène POLLOZEC, Madame Bibi CHANFI donne pouvoir à Monsieur Saindou ATTOUMANI, Monsieur Soula SAID SOUFFOU donne pouvoir à Monsieur Alain SARMENT, Madame Echati ISSA donne pouvoir à Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Elyassir MANROUFOU donne pouvoir à Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Daniel ZAIDANI donne pouvoir à Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI

**Secrétaire de séance désignée :**

Madame Hélène POLLOZEC

**Le Président constate que le quorum est atteint,**

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;  
**Vu** la délibération n°2021.0197 du 1er juillet 2021 nommant Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil Départemental de Mayotte,  
**Vu** l'article 38 du Règlement intérieur du Conseil départemental de Mayotte ;

**Considérant** la motion présentée par Mme Soihirat EL HADAD relative à l'intégration de Mayotte au sein de la commission de l'océan indien (COI)

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,**

**Le Conseil Départemental,**

## DECIDE

- Article 1** : de saisir l'État et l'Union Européenne, principaux financeurs des projets de la Commission de l'Océan Indien (COI), afin que Mayotte intègre la totalité des projets et des activités de l'Organisation régionale ;
- Article 2** : que Mayotte prenne part aux réunions du comité des Officiers permanents de liaison (OPL) aux côtés de la délégation française ;
- Article 3** : de prendre acte que le comité des OPL étant l'instance décisionnelle de la COI chargée de préparer les travaux du conseil des ministres et qui assure le suivi des décisions. Celui-ci coordonne également les actions entreprises, anime la prospection et la réflexion relative à des nouvelles activités et assure la coordination des travaux des experts.
- Article 4** : qu'en application des dispositions de l'article R421-1 et suivant du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication et « affichage » et sa transmission au représentant de L'État dans le Département.

Pour extrait certifié conforme  
Le Président du Conseil départemental

Ben Issa OUSSENI



## MOTION POUR L'INTEGRATION DE MAYOTTE AU SEIN DE LA COMMISSION DE L'OCEAN INDIEN (COI)

**Assemblée plénière du 10 septembre 2024**

**Motion déposée par :**

M. Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte

**Rapporteur :**

Mme Soihirat EL HADAD, Conseillère départementale de Pamandzi

**Exposé des motifs :**

Le Cadre stratégique de Coopération régionale et d'Action Internationale du conseil départemental a fait du rapprochement de Mayotte avec la Commission de l'Océan Indien un objectif prioritaire traduit dans ces termes : *« Engager la démarche officielle auprès du Gouvernement français pour siéger à la Commission de l'Océan Indien à travers le statut de membre de la France à l'instar de la Réunion. Il s'agit d'intégrer la COI comme membre à part entière de la délégation française »*. En clair, il est souhaité que la France, membre de l'Organisation au titre de la Réunion, le soit également au titre de Mayotte, telle est la traduction de la demande des élus de Mayotte.

Cependant, malgré une volonté politique manifestée à plusieurs reprises pour une intégration dans l'Organisation régionale, le statu quo demeure.

**Rappelant** les évolutions du statut de la Commission de l'Océan Indien (COI) observées depuis 1982, année de sa création à Port-Louis en République de Maurice, par les ministres des Affaires étrangères de Maurice, de Madagascar et des Seychelles :

- L'accord général de coopération entre les Etats membres de la Commission de l'océan Indien, signé à Victoria en République des Seychelles le 10 janvier 1984, dit « Accord de Victoria » ;
- Les protocoles d'adhésion de la République fédérale islamique des Comores et de la République française du 10 janvier 1986 ;
- Le protocole additionnel à l'accord général de coopération signé à Victoria le 14 avril 1989 ;
- L'accord portant révision de l'Accord général de coopération entre les Etats membres de la Commission de l'océan Indien adopté à Victoria le 6 mars 2020.

**Rappelant** que la Commission de l'océan Indien (COI) créée en 1982 et institutionnalisée en 1984 est une organisation intergouvernementale qui regroupe cinq États membres : La France au titre de La Réunion, Madagascar, Maurice, les Seychelles et l'Union des Comores. Seule Organisation régionale d'Afrique composée exclusivement d'îles, elle défend les spécificités de ses États membres sur les scènes continentale et internationale.

**Prenant acte** de la volonté manifestée par les Etats membres d'élargir les domaines d'intervention et de coopération de l'Organisation, afin qu'elle puisse exercer pleinement

son rôle et ses missions en tant qu'Organisation régionale de proximité et mieux défendre les intérêts de ses Etats membres sur la scène internationale.

**Considérant** que les Etats membres de la Commission de l'océan Indien et d'une manière générale toutes les îles de la région font face à d'importants défis communs tant géopolitiques et stratégiques que climatiques et de développement durable.

**Prenant acte** du désir des Etats membres manifesté ces derniers mois à savoir moderniser les institutions, redéfinir le mandat de l'Organisation pour tenir compte des nouveaux défis, ambitions et domaines d'action de l'Organisation et que cet objectif a préconisé la révision de l'accord de Victoria de 1984 et que cette révision est intervenue le 6 mars 2020.

**Rappelant que les objectifs du Plan de Développement Stratégique (PDS) de la Commission de l'océan Indien (COI)**, couvrant la période 2023-2033, trace les contours des nouvelles ambitions stratégiques. Dans la continuité du renforcement de la COI marqué successivement par la Déclaration de Moroni de 2019 et la révision de l'Accord de Victoria de 2020, la COI se dote d'un nouveau PDS pour fixer un cadre de référence pour ses ambitions. Ce cadre traduit l'ambition stratégique des Etats membres.

**Rappelant** que depuis 2020, la France mobilise son réseau diplomatique en appui à l'insertion régionale de Mayotte et à la reconnaissance de son identité française. Dans le sud-ouest de l'océan Indien, l'ambassadeur délégué à la coopération régionale en fait une de ses missions prioritaires. Il sensibilise les Etats de la région aux opportunités et à la nécessité de la coopération avec Mayotte, y compris dans le cadre des organisations régionales, et s'emploie à lutter contre les contestations de la souveraineté française sur Mayotte. Il s'appuie sur un conseiller diplomatique placé auprès du préfet de Mayotte, et sur les ambassades dans la région, qui entretiennent déjà des relations étroites avec les services de l'Etat à Mayotte et le conseil départemental de Mayotte.

**Rappelant** qu'un argumentaire politico-juridique portant sur la souveraineté française sur Mayotte a été élaboré par les différents ministères et les élus de Mayotte. Il a été diffusé depuis le 1er décembre 2020 aux ambassades en Afrique, dans les pays du pourtour et auprès de notre représentation à Bruxelles et à New York. Il a fait l'objet d'une publication sur le site internet du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, sous forme de questions-réponses, afin de valoriser cette prise de position.

**Considérant** l'initiative de madame Catherine COLONA, alors Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, dans un courrier adressé aux élus mahorais en novembre 2023, elle a reconnu une injustice en disant que « *Mayotte fait l'objet d'une revendication de souveraineté infondée, à rebours de l'histoire et du choix des Mahorais* ». Elle a ainsi lancé un appel à défendre contre « *les tentatives de sa remise en cause.* »

**Constatant** que la mesure 54 du Conseil Interministériel des Outre-mer (CIOM) de juillet 2023 vise à « *associer les territoires ultramarins à la politique étrangère de la France* ».

**Considérant** la signature, le 11 mars 2024 au Quai d'Orsay de la convention de partenariat 2023-2026 entre l'Etat et le conseil départemental dont le but final est d'accompagner Mayotte dans son insertion régionale. « *Cette convention crée un cadre général de partenariat et de dialogue, pour développer les coopérations et le rayonnement de*

*Mayotte dans le sud-ouest de l’océan Indien* », selon le communiqué commun publié par les parties sur le site internet du ministère de l’Europe et des Affaires étrangères.

**Constatant** que les États insulaires sont particulièrement vulnérables aux chocs externes, qu’ils soient économiques et financiers, climatiques et écologiques, alimentaires et énergétiques. La COI a donc pour mission de fédérer les forces, de mutualiser les moyens, de sensibiliser aux défis particuliers des îles en développement ou encore de promouvoir l’Indianocéanie, cette région d’une diversité humaine, culturelle et naturelle extraordinaire et unique.

**Considérant** que la COI donne corps à la solidarité régionale grâce au soutien actif d’une dizaine de partenaires internationaux qui financent et appuient ses projets de coopération. Les projets mis en œuvre par la COI couvrent un large éventail de secteurs :

- Le changement climatique ;
- La pêche et la sécurité maritime ;
- La connectivité numérique, aérienne et maritime ;
- La souveraineté et la sécurité alimentaire ;
- L’éducation et la culture ;
- La santé publique et globale...

**Constatant** que quatre décennies d’expérience accumulée ont fait de cette Organisation un acteur majeur et incontournable participant à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) dans la région. Gagnant en attractivité, en crédibilité et en stature diplomatique, l’organisation accueille depuis 2016 des membres observateurs tels que la Chine, le Japon, l’Inde, l’Organisation des Nations unies, l’Union européenne, l’Organisation internationale de la Francophonie et l’Ordre souverain de Malte.

**Considérant** qu’à ce jour, la COI bénéficie de l’engagement remarquable et soutenu de l’Union européenne et de l’Agence Française de Développement. Les deux acteurs apportent 90 % des financements des projets de l’organisation. La méthode partenariale de ces deux bailleurs, qui apportent la quasi-totalité du budget de 200 M€ des coopérations de la COI, est une garantie de réussite, de succès et d’avancées réelles pour la prospérité de l’organisation et la pérennité de ses actions.

**Constatant** que Mayotte, un département français d’outre-mer et aussi une Région ultrapériphérique de l’Europe est absente de cette scène régionale où se joue l’avenir des îles de la région. Et pourtant, l’Etat déclare, à juste titre, concevoir le développement de Mayotte en prenant en compte son intégration dans son environnement régional. Cependant, durant plus de deux décennies, la diplomatie française abordait avec hésitation la problématique de l’intégration du département dans le concert régional. Une situation illustre les hésitations de la France créant ainsi une certaine délicatesse dans les relations entre Mayotte et ses voisins. La Commission de l’Océan Indien (COI), une organisation aux enjeux économiques, sociaux, éducatifs, culturels et environnementaux se superposent des antagonismes aujourd’hui injustifiés.

**Considérant** que Mayotte, région ultrapériphérique d’Europe depuis 2014 est reconnue par les pays du G7+, notamment l’Allemagne, le Royaume-Uni, l’Italie, le Japon, le Canada, les Etats-Unis et l’Union européenne.



**Constatant** que la région est en pleine évolution et qu'elle fait face à de nouveaux enjeux, qu'il s'agisse des problématiques liées à l'immigration, à la lutte contre le dérèglement climatique, au développement économique et social, à la santé globale, à l'économie bleue et la sécurité des biens et des personnes.

**Considérant** que la France et l'Union européenne apportent un soutien financier pour la réalisation de plusieurs enjeux globaux et c'est dans ce cadre que Mayotte revendique son rapprochement avec la COI, elle qui est à la fois un département français et une Région ultrapériphérique de l'Europe (RUP).

**Partageant la conviction** que Mayotte est un atout et une chance supplémentaire pour l'Organisation régionale dans la réalisation de ses objectifs de développement.

**Apportant un soutien** aux propos prononcés à Port-Louis en République de Maurice, le 16 mai 2024, à l'occasion du 38<sup>ème</sup> conseil des ministres de la Commission de l'océan indien par Madame Chrysoula ZACHAROPOULOU, Secrétaire d'Etat chargée de développement et des partenariats internationaux, qui plaidait pour l'intégration de Mayotte dans l'organisation et qui déclarait dans ces termes: *«... il est regrettable que Mayotte reste exclue de notre communauté ; qu'elle n'ait pas accès à notre réseau ; qu'elle se trouve hors de notre action collective. Je vous le dis avec force notre ambition régionale pour cette île de la région. La France n'aura de cesse de faire valoir cette priorité. Pour les Mahorais, c'est une question d'équité. Pour notre coopération régionale, ce devrait être une question de bon sens ».*

**Prenant acte** du souhait du chef de l'Etat d'associer Mayotte aux activités de la Commission de l'océan indien, lequel souhait a été rappelé lors de l'entretien du Président de la République avec son homologue, le Président RAJOELINA, chef de l'Etat malgache le 26 juillet 2024 à Paris.

**Enfin, rappelant** les termes de la lettre du Président du conseil départemental à l'adresse du Président de la République sollicitant l'intégration de Mayotte dans la totalité des projets et activités de la Commission de l'Océan Indien et sa participation aux réunions du comité des Officiers permanents de liaison (OPL) aux côtés de la délégation française.

## **Motion :**

L'assemblée plénière du conseil départemental de Mayotte réunit le 10 septembre 2024, approuve :

- La saisine de l'État et l'Union Européenne principaux financeurs des projets de la Commission de l'Océan Indien (COI), afin que Mayotte intègre la totalité des projets et des activités de l'Organisation régionale ;
- Que Mayotte prenne part aux réunions du comité des Officiers permanents de liaison (OPL) aux côtés de la délégation française.

L'assemblée plénière prend acte que le comité des OPL étant l'instance décisionnelle de la COI chargée de préparer les travaux du conseil des ministres et qui assure le suivi des décisions. Celui-ci coordonne également les actions entreprises, anime la prospection et la réflexion relative à des nouvelles activités et assure la coordination des travaux des experts.

Président du conseil départemental